

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 132 (1987)
Heft: 5

Artikel: La Paix dangereuse
Autor: Freymond, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344773>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Paix dangereuse*

un livre du colonel EMG Jacques Freymond

Ce titre sonne comme un coup de semonce et c'est bien l'intention de l'auteur d'attirer l'attention du public sur la vaste palette des menaces auxquelles nous sommes confrontés sans que nous en ayons toujours conscience. Dans son introduction, il écrit:

«Le triumphalisme auquel les Suisses cèdent parfois, avec une modération qui n'est pas forcément discrète, est mêlé d'inquiétude. Leur pays a échappé aux guerres qui ont frappé l'Europe. Mais la paix qu'il affronte est chargée de menaces dont on a peine à définir la nature et à pondérer la gravité.

Ceux à qui incombe la tâche d'assurer la sécurité militaire ont dressé depuis des années «le portrait de l'ennemi», ce *Feindbild* en fonction duquel ils organisent la défense de la nation en cas de guerre. Lorsqu'ils scrutent l'horizon ils ont sur Drogo, le héros de Buzzati, l'avantage de distinguer l'adversaire possible, tout au moins celui qui est organisé en armée, d'observer ses manœuvres, d'évaluer ses forces. Cependant la menace ne se situe pas seulement aux confins d'un *Désert des Tartares* ou de quelques glacis jalonnés de forteresses et de postes d'observation. Cette menace est en nous, à l'intérieur de nos sociétés qui, par leurs activités apparemment pacifiques, la créent et la nourrissent.

Si nous sentons tous, plus ou moins confusément, que dans cette orageuse fin de siècle, nos sociétés pourraient être frappées par la foudre, nous sommes moins conscients de leur vulnérabilité aux changements qui résultent des travaux et des jours. La Suisse, souvent citée comme modèle politique, est plus fragile que nous ne voulons l'admettre. On accordera du mérite à ceux qui en ont assuré la survie sans pour cela minimiser leur part de chance.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si la Suisse saura se protéger non pas seulement des foudres de la guerre, ni même des orages qui éclatent en temps de paix, mais de l'érosion qui accompagne le processus de modernisation dans lequel toutes les sociétés sont engagées.

Le programme national de recherche intitulé *Politique de sécurité* s'était fixé pour but d'étudier la vulnérabilité de la Suisse à des menaces non militaires. Non pas du tout que nous sous-estimions le danger d'une agression armée ou de l'implication d'un petit pays neutre dans un conflit généralisé vers lequel nous entraînent le recours toujours plus systématique à la violence et l'imbécile course aux armements. Mais plus simplement parce que nous pensions – et c'est

* Editions de la Baconnière-Neuchâtel

encore ma conviction – que les études portant sur la sécurité militaire sont suffisamment poussées à l’Occident, et même en Suisse, au point d’avoir relégué à l’arrière-plan l’examen des menaces qui se développent en temps de paix et auxquelles il conviendrait d’accorder aujourd’hui la priorité dans toute appréciation de situation. (...)»

L’ouvrage est structuré de la manière suivante: Un premier volet est consacré à «**Sécurité et cohésion nationale**»:

- I. La sécurité: un concept à définir
- II. La cohésion nationale en question
- III. L’impact de la modernisation
- IV. Du choc du nucléaire à la menace sur l’environnement
- V. Du refuge à l’immigration
- VI. La criminalité importée
- VII. Entre l’indifférence et la passion
Comment en sortir?

Le second s’inscrit sous le titre général «**La stratégie indirecte et ses manifestations**»:

- I. De la stratégie indirecte
- II. L’espionnage industriel
- III. La subversion
- IV. Le terrorisme
- V. De la gestion des crises

Enfin, l’auteur se demande si nous franchirons le cap.

Ce livre, de par sa densité, se prête mal au résumé. C’est pourquoi l’on préférera ici en donner deux extraits avec pour but d’inviter à le lire dans son entier. Le premier se situe vers le milieu de l’ouvrage, l’autre vers la fin.

«(...) Comment mettre un terme à ce mouvement pendulaire entre l’indifférence et la réaction passionnelle qui devient parfois panique? Comment mobiliser des sociétés dans le court terme face à une menace à long terme, pour les amener à se rallier aujourd’hui à des dispositions, souvent contraignantes, qui ont pour objet d’assurer leur sécurité dans 20 ou 30 ans? Comment encourager la réflexion prévisionnelle dans des sociétés occidentales qui n’ont actuellement pas de projet si ce n’est le souci de maintenir un niveau de vie?

Nombreux sont ceux qui se sont engagés, en Europe et en Suisse même, dans cette mission d’importance historique de préparation de nos sociétés à l’effort d’adaptation que leur imposent inéluctablement leurs propres activités créatrices. Le Club de Rome, que j’ai déjà mentionné, a donné l’exemple. Il est cependant loin d’être seul à étudier l’évolution des relations entre science, technologie et société. Des groupes se sont constitués, inspirés par la même préoccupation de faire face à ce qu’une brillante émission télévisée a popularisé sous le titre de *Défi mondial*. Mais il y a des résistances, celle en particulier de l’institution qui devrait être à la pointe de ce combat: l’Université.

«Que ce soit en France, en Italie, en Allemagne ou même en Suisse, que cela vienne du monde de l’économie, de la technique, de la politique ou encore de la science, toujours plus nombreuses sont les voix qui, ouverte-

ment, critiquent les universités, écrit le professeur Dominique Rivier. Que leur reproche-t-on en somme? D'enseigner des choses sans rapport avec la réalité de la vie, de faire de la recherche de seconde qualité, de mettre sur le marché des diplômés médiocres sinon inutilisables, de dilapider l'argent des contribuables, bref de ne pas répondre aux grands espoirs que tout le monde avait fondés en elles il y a une trentaine d'années lorsque l'Etat avait ouvert ses coffres pour encourager leur expansion. Tantôt on les accuse de ronronner, de s'enliser, d'être incapables de s'adapter aux changements, tantôt on leur fait grief de ne plus préparer ces hommes dont la société a besoin.»

Ce sont des critiques que j'ai entendues fréquemment et qui, bien qu'elles soient injustifiées dans certains cas, n'en reflètent pas moins un courant assez général d'opinion dont les professeurs feraient bien de tenir compte. L'universitaire n'est pas toujours aussi indispensable qu'il l'imagine. Les sociétés contemporaines peuvent, comme par le passé, former certains de leurs cadres en dehors de l'université. (...)»

“(...) la prévision à long terme doit être organisée à un niveau interdisciplinaire et interdépartemental, alors qu'à l'heure actuelle elle est intermitente, fragmentée et donc superficielle. Elle doit embrasser l'ensemble des menaces, actuelles ou potentielles, économiques, politiques ou militaires, qui pèsent sur la sécurité de la nation.

Elle doit être conduite en fonction d'une conception de la primauté du politique – «l'intendance suivra» – par le Conseil fédéral et par un organisme permanent réduit mais faisant largement appel au service de milice, un *Conseil national de sécurité* dont la composition serait fonction de sa mission politique.

C'est de ce même Conseil que devrait dépendre l'observation de la courte durée, le recueil de renseignements dans les délais les plus courts, ce qu'on appelle en anglais le *monitoring* des événements annonciateurs d'une crise possible. Ce *monitoring* devrait être conçu et organisé de manière à recueillir les informations aussi tôt que les médias, si ce n'est même avant eux, et à donner au gouvernement la possibilité de conduire la manœuvre de l'information.

Un des grands risques que courrent les gouvernements démocratiques c'est d'être pris de vitesse par leurs propres médias qui, sur la base d'informations venues de sources diverses et parfois douteuses, projettent leur image de la situation. Il est donc d'une importance primordiale que les responsables de la conduite des affaires puissent procéder dans les plus brefs délais à leur propre évaluation de la situation fondée sur des informations fournies par leurs propres services. L'information ne doit pas arriver en ordre dispersé mais par un seul canal, celui de la cellule de crise de ce *Conseil national de sécurité*. C'est à cet état-major restreint qu'il appartient de

diffuser l'information à l'intérieur des services gouvernementaux. C'est à travers lui également que la décision gouvernementale serait communiquée, en même temps que serait projetée l'image de la décision. Il s'agit non pas d'empêcher les médias de faire leur métier, mais de les aider à le faire en informant vite et correctement.

Ajoutons que si nous voulons obtenir un minimum de discipline au niveau de la nation, il faut exiger un maximum de discipline au niveau du gouvernement. L'attachement aux libertés individuelles ne favorise pas la discipline collective. De même le jugement politique est inégalement réparti entre les membres d'un gouvernement. Un des problèmes de la conduite de la gestion des crises en temps de paix relative est indiscutablement la réalisation de l'unité de décision au sein d'un collège. Il est impératif que le Conseil fédéral parle d'une voix, que chacun de ses membres résiste à la tentation de la confidence personnelle à l'entourage immédiat.

En conclusion la gestion de crises résultant d'opérations de stratégie indirecte en période de paix relative exige la mise en place d'un organisme chargé

- de la prévision à long terme,
- de l'observation continue du court terme,
- de la canalisation de l'information à l'intention de l'exécutif, de la diffu-

sion de ses décisions et de l'image qu'il entend en projeter.

Tout cela de manière à réaliser, dans un système collégial, l'unité de commandement qui exige une discipline collective.

Or, si la conception que nous avons aujourd'hui de la politique de sécurité nous a permis d'implanter dans le pays l'infrastructure de la défense générale, si l'on peut même imaginer une coordination plus poussée, par les soins de l'Office central de défense, de la protection de la population contre les catastrophes naturelles, il ne paraît pas qu'il faille confier à ce dernier les missions que je viens de mentionner et qui relèvent d'une organisation distincte: le *Conseil national de sécurité*.

La tâche la plus importante et la plus urgente est donc la mise en place d'un instrument de conduite des crises qui sera confié à des hommes qualifiés et motivés, capables de dominer les inévitables rivalités interdépartementales. Il s'agit bien d'une tâche urgente, car nous sommes entrés, sans préparation intellectuelle et politique, dans une période de l'histoire où nous commençons à payer le prix d'erreurs de jugement dues largement à notre refus de porter notre regard sur le long terme et à notre excessive complaisance quant à notre capacité de résoudre tous les problèmes que nous devons affronter.»

Bref, 170 pages concises et claires à lire, relire et méditer. ■